



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



18806-F

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**CONSULTATION
SUR L'INDUSTRIE
ALIMENTAIRE,
ET PLUS
PARTICULIÈREMENT
LA TRANSFORMATION
DES FRUITS ET LÉGUMES**

Tbilissi.

République socialiste soviétique de Géorgie (URSS)

18-22 septembre 1989

RAPPORT

6/1

Distr.
LIMITÉE
ID/366
(ID/WG.488/5)
28 novembre 1989
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

PREFACE

Le Système de consultations est un instrument grâce auquel l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) offre aux pays développés et aux pays en développement une enceinte pour leurs contacts et leurs échanges de vues intéressant l'industrialisation des pays en développement. Les participants aux consultations comprennent notamment des représentants des pouvoirs publics, de l'industrie, des travailleurs et des groupements de consommateurs, au gré de chaque gouvernement. Le Système facilite les négociations des parties intéressées, qui en font la demande, pendant et après les consultations.

Cette activité aide notamment à repérer les obstacles qui entravent l'industrialisation des pays en développement, à suivre l'évolution de l'industrie dans le monde pour définir des mesures concrètes permettant d'accroître la part des pays en développement dans la production industrielle; et à rechercher de nouvelles formes de coopération industrielle internationale dans le cadre des relations Nord-Sud et Sud-Sud.

Depuis la création du Système en 1975 ^{1/}, 16 secteurs et 2 questions d'intérêt commun ont fait l'objet de consultations. Au cours des réunions qui se tiennent dans le cadre du Système, les responsables des secteurs considérés étudient et proposent des mesures concrètes pour accélérer le processus d'industrialisation dans les pays en développement. Ces réunions ont été à l'origine de nombreuses innovations, en ce qui concerne en particulier le choix des techniques, le développement intégré et les arrangements contractuels. Les nombreuses possibilités ainsi créées ont abouti à l'exécution de projets d'assistance technique, de promotion des investissements et de transfert de technologie.

De par sa nature consensuelle et normative, le processus de consultation s'est révélé un moyen efficace de concilier les intérêts divergents engagés dans la coopération industrielle internationale. Il permet au plus haut degré d'aider les pays membres à élaborer des stratégies et politiques de développement industriel.

Le système fonctionne sous la direction permanente et immédiate du Conseil du développement industriel de l'ONUDI. Pour compléter les examens annuels et les bilans occasionnels des progrès réalisés, on a entrepris en 1989 une évaluation approfondie du Système, dont il ressort que le Système contribue dans une mesure non négligeable à la conception et l'élaboration des politiques et programmes de l'ONUDI concernant des secteurs spécifiques, en favorisant l'intégration et l'interaction avec les autres activités fondamentales de l'Organisation.

^{1/} Voir Rapport de la Deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ID/CONF.3/31), chapitre IV, "Déclaration et plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", par. 66.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
PREFACE		1
INTRODUCTION	1 - 7	4
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS APPROUVEES	8 - 11	6
<u>Chapitre</u>		
I. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	12 - 20	15
II. RAPPORT SUR LES TRAVAUX EN SEANCE PLENIERE	21 - 35	18
III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 1 : CONDITIONS FONDAMENTALES DE LA VIABILITE A LONG TERME DE L'INDUSTRIE DES FRUITS ET LEGUMES	36 - 47	21
IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 2 : COOPERATION INTERNATIONALE	48 - 66	23
<u>Annexes</u>		
I. LISTE DES PARTICIPANTS		27
II. LISTE DES DOCUMENTS		32

INTRODUCTION

1. La Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes s'est tenue à Tbilissi, République socialiste soviétique de Géorgie (URSS), du 18 au 22 septembre 1989. Elle a réuni 53 participants représentant 23 pays et 4 organisations internationales ou autres (voir annexe I).

Historique de la Consultation

2. A sa deuxième session, en octobre 1986, le Conseil du développement industriel a décidé d'inscrire la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes au programme des réunions de consultation pour la période biennale 1988-1989 1/.

3. Par la suite, une réunion d'experts pour la région d'Asie et du Pacifique, préparatoire à la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes 2/, s'est tenue à Beijing (Chine) du 22 au 24 novembre 1988. Elle avait été organisée en collaboration étroite avec le Centre de recherche sur les légumes de Beijing, le Ministère de l'industrie légère et le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce de la Chine.

4. Elle a été suivie d'une réunion régionale d'experts pour l'Afrique, préparatoire à la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes 3/, qui s'est tenue à Tunis (Tunisie) du 28 au 30 mars 1989. Accueillie par le Gouvernement tunisien, cette réunion avait été organisée avec le concours financier du Gouvernement français.

5. Enfin, une réunion préparatoire mondiale pour la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes 4/ s'est tenue à Vienne (Autriche) du 2 au 5 mai 1989. Les objectifs de cette réunion étaient les suivants :

a) Examiner la situation actuelle de l'industrie des fruits et légumes, en ce qui concerne en particulier la qualité des matières premières et des produits finals, l'approvisionnement, l'entreposage, la commercialisation, l'emballage et le potentiel d'expansion de la production;

b) Déterminer les difficultés d'ordre général ou particulier qui entravent le développement de cette industrie dans les pays en développement, telles que l'absence de matières premières, de pièces de rechange, de formation, de financement et d'investissement, ainsi que les insuffisances de la gestion et de la technologie, surtout dans le domaine de l'emballage;

c) Proposer des moyens de surmonter les difficultés identifiées, grâce à la coopération internationale;

1/ Décision IDB.2/Dec. 13.

2/ IPCT.80(SPEC.).

3/ ID/WG.483/3(SPEC.).

4/ ID/WG.484/3.

d) Sélectionner des questions particulières appelant un complément d'examen pour qu'il en soit débattu à la Consultation.

6. Des enquêtes régionales et autres documents de base relatifs à la situation de l'industrie des fruits et légumes, établis par des fonctionnaires du Secrétariat ou des experts de l'ONUDI, et des rapports nationaux ont été présentés aux réunions susmentionnées.

7. Eu égard à la complexité et à l'extrême diversité des problèmes qui se posent dans l'industrie des fruits et légumes et aux conclusions des réunions préparatoires antérieures, les experts ont convenu que la Consultation de Tbilissi devrait examiner les questions suivantes qui sont d'une importance particulière pour le développement de ce secteur dans les pays en développement :

Question 1. Conditions fondamentales de la viabilité à long terme de l'industrie des fruits et légumes

a) Stratégies et politiques nationales : objectifs de développement intégré et instruments correspondants (mesures de promotion et d'appui des pouvoirs publics : crédit agricole, financement, infrastructure et recherche-développement);

b) Intégration rationnelle de l'agriculture et l'industrie (contrats entre producteurs et acheteurs, quantité et qualité des matières premières fournies, utilisation des déchets, sous-produits);

c) Efficacité, productivité (assurance de qualité, équipement, technologie, moyens d'emballage et machines à emballer, transports, modernisation, petite industrie, entretien et réparations);

d) Formation de la main-d'oeuvre à tous les niveaux, y compris la formation aux méthodes de gestion et d'organisation;

e) Marchés (intérieurs, extérieurs, normes internationales, diversification nécessaire, obstacles tarifaires et non tarifaires, promotion commerciale, informations sur les marchés, mercuriales).

Question 2. Coopération internationale

a) Rôle des organisations internationales (assistance technique, analyse des informations sur les marchés, mise en valeur des ressources humaines, aides à la recherche);

b) Financement (coentreprises, investissements, prêts);

c) Technologie (transfert de technologie et de savoir-faire, emballages fabriqués à partir de matières premières d'origine locale);

d) Equipement (offre, passation des marchés, pièces de rechange, services après-vente, entretien);

e) Accès aux informations sur les marchés (élaboration en commun d'accords ou de règlements internationaux);

f) Coopération Sud-Sud (travaux de recherche communs, institutions régionales, développement des relations commerciales à l'échelle des régions ou sous-régions).

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS APPROUVEES

Question 1. Conditions fondamentales de la viabilité à long terme de l'industrie des fruits et légumes

Conclusions

8. La Consultation a approuvé les conclusions suivantes :

a) Contribuant au bien-être nutritionnel de la population, à la croissance des régions rurales et aux rentrées et économies de devises, l'industrie des fruits et légumes a un rôle important à jouer dans le progrès économique et social des pays en développement;

b) Afin de mieux assurer l'équilibre entre l'offre et la demande prospectives dans ce secteur, d'atteindre, en ce qui concerne la qualité et le volume, la plus forte valorisation de la production et de réduire les pertes, il faut prendre des mesures de promotion visant à mieux organiser le sous-secteur et à en accroître la rentabilité. Par ailleurs, l'existence, à tous les niveaux, d'une infrastructure adaptée est l'une des conditions fondamentales du développement durable du sous-secteur;

c) Les politiques et stratégies des pouvoirs publics doivent viser à l'intégration complète du sous-secteur de transformation des fruits et légumes dans le système agro-industriel national. Parmi les principaux instruments de cette intégration sont la mise en place de programmes d'appui au développement rural, la création de nouvelles capacités de production, la réhabilitation des installations existantes et l'adoption des mesures nécessaires pour mobiliser les investissements et les ressources financières nationaux et étrangers;

d) Pour être en mesure de jouer le rôle qui lui revient dans l'économie des pays en développement, l'industrie doit réunir les conditions souhaitables et nécessaires dont dépend sa viabilité à long terme, et notamment accroître l'efficacité et l'efficacé du choix et de l'application de technologies propres à assurer l'intégration de l'industrie dans le système agro-industriel; encourager la recherche-développement; appliquer des mesures de contrôle de la qualité et de normalisation à tous les stades de la production et de la transformation; et assurer la formation du personnel technique et de gestion à tous les niveaux de la production;

e) Même si l'industrie des fruits et légumes est appelée à apporter une contribution essentielle à la nutrition équilibrée de la population et qu'elle dispose de possibilités d'expansion sur les marchés intérieurs et extérieurs des pays en développement, il n'en faut pas moins se rendre compte que les habitudes et préférences des consommateurs, la concurrence, les restrictions à l'importation et d'autres éléments entravent, dans une mesure non négligeable, la pénétration des marchés.

Recommandations

Mesures d'ordre national

9. Les pouvoirs publics et les dirigeants doivent engager des actions intégrées et cohérentes pour favoriser le développement de l'industrie des fruits et légumes en tant que partie intégrante du système agro-industriel, en créant ou en ajustant les moyens d'intervention, les programmes de développement rural et les actions de promotion, et à cette fin :

a) Définir le rang de priorité à accorder au développement de l'industrie et mettre en place ou perfectionner les instruments permettant d'intégrer réellement l'industrie dans le système agro-industriel et dans l'économie globale, en renforçant les relations verticales entre l'agriculture et l'industrie;

b) Mobiliser la communauté rurale, les agriculteurs, les chefs d'entreprise, les milieux bancaires et les associations de consommateurs - grâce à l'élaboration et à l'adoption de plans stratégiques - pour assurer la viabilité à long terme du sous-secteur. Ces plans pourraient comprendre des programmes de développement rural et/ou des programmes visant à décentraliser l'industrie urbaine et à stimuler le développement équilibré des zones rurales et des centres urbains;

c) Elaborer, sur la base d'un bilan systématique des ressources en matières premières, des études de marchés et des études de faisabilité, des mesures d'incitation propres à stimuler l'investissement dans de nouvelles installations de production adaptées aux conditions et capacités locales et/ou la remise en état des installations existantes ainsi qu'à orienter l'aide bilatérale ou multilatérale conformément à la priorité attachée au sous-secteur;

d) Etablir, aux fins d'exportation, des dispositifs et services chargés d'observer l'évolution des marchés mondiaux et régionaux afin de faciliter l'identification des créneaux et, partant, la pénétration des marchés;

e) Veiller à ce que les établissements existants de contrôle de la qualité et de normalisation comprennent des laboratoires d'essais spécialisés au service de l'industrie des fruits et des légumes. A cette fin, et compte tenu des travaux consacrés à ces domaines par les comités des codex de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé, les laboratoires devraient i) assurer, en collaborant avec d'autres établissements fournissant des services analogues, des services de vulgarisation portant sur l'établissement de normes, l'achat de matériel et la formation de personnel et ii) diffuser des informations (y compris les résultats des travaux de recherche exécutés par des organisations nationales, régionales ou internationales spécialisées) sur certaines questions relatives à la qualité des produits et aux certificats correspondants, en ce qui concerne les altérations que lesdits produits peuvent subir lors de l'entreposage et du transport, au cours de la durée de conservation;

f) Appuyer les mesures et incitations en faveur du sous-secteur, considéré comme faisant partie intégrante de l'industrie alimentaire, en mettant en place l'infrastructure nécessaire à son développement. Pour encourager l'organisation rationnelle et efficace du sous-secteur, il fallait appuyer la création d'associations professionnelles ayant pour mandat de renforcer l'interaction entre tous les éléments constitutifs du secteur;

g) Créer des centres nationaux ou régionaux de recherche-développement sur la transformation des fruits et légumes, chargés : de mener des travaux de recherche technologique; de faire en sorte que les résultats des activités de recherche-développement intéressantes menées dans les pays développés et les pays en développement soient largement diffusés dans l'intérêt de l'industrie des fruits et légumes; de fournir aux entreprises des services de vulgarisation lors du choix de machines et d'équipements adaptés; de donner des avis sur les débouchés et la commercialisation; d'établir des répertoires de fournisseurs de matériel, de technologie et de savoir-faire; de promouvoir

les accords de coopération entre instituts de recherche. Les relations entre les instituts de recherche-développement et l'industrie devraient être renforcées grâce à des réunions tripartites regroupant les représentants des instituts de recherche-développement, de l'ONUDI et de l'industrie des pays développés et des pays en développement;

h) Eu égard au prix élevé des matériaux d'emballage et à son incidence sur le prix final des fruits et légumes transformés, encourager la recherche sur les matériaux d'emballage d'origine locale disponibles et sur leur utilisation plus générale grâce à la coopération à l'échelle nationale et régionale en vue de leur fabrication. Les efforts dans cette direction devraient englober les programmes de recherche ainsi que le rassemblement de renseignements sur les différentes sources des matériaux d'emballage disponibles sur le plan international;

i) Encourager et entreprendre des études concrètes et élaborer des programmes sur l'adaptation de l'emballage aux fonctions qu'il est censé assurer - exigences du marché intérieur, conditions climatiques, destination finale, consommation, transports et livraison de produits intermédiaires. La diffusion de renseignements sur le recyclage des matériaux d'emballage, ainsi que les études de faisabilité concernant les installations de recyclage, devraient faire partie de cette stratégie;

j) Eu égard à l'importance qui revient au développement des compétences et à la formation technique dans l'industrie, en ce qui concerne en particulier l'application des techniques, l'achat de matériel et de pièces de rechange, ainsi que l'entretien (y compris l'entretien préventif), accorder la priorité aux mesures de soutien aux programmes de formation organisés à tous les niveaux du processus de production, et à l'affectation globale de ressources à ces programmes. Il faudrait aussi instaurer des relations avec les établissements de formation s'occupant spécialement de l'industrie des fruits et légumes pour créer ainsi un réseau dans lequel les établissements à potentiel confirmé constitueraient des "centres d'excellence" secondant les pays en développement dans leurs actions de mise en valeur des ressources humaines;

k) Faire bénéficier les petites entreprises, y compris celles qui fournissent des matières premières, de subventions et d'autres mesures spéciales de soutien eu égard à la contribution essentielle que ces entreprises apportent au développement de l'industrie des fruits et légumes dans le cadre du système agro-industriel national. A cette fin, il faudrait rassembler et analyser des renseignements techniques sur l'expérience concrète acquise dans les pays développés et dans les pays en développement et les mettre à la disposition des dirigeants, industriels et associations de consommateurs. Dans cette même optique d'intégration rationnelle, il faudrait, au titre des programmes de développement du secteur, créer ou développer de petites installations de congélation qui devraient en principe faire partie d'une chaîne du froid complète;

l) Susciter et exécuter des études sur les variantes technologiques existantes, afin d'élaborer des programmes pour l'utilisation appropriée des déchets et des résidus, ainsi que sur le traitement des sous-produits des fruits et légumes tropicaux. Ces études devraient faire une part spéciale aux questions écologiques intéressant l'industrie des fruits et légumes, telles que le traitement des effluents;

m) Mettre l'accent sur les besoins des marchés locaux ou extérieurs. A ce propos, il faudrait exécuter des études de marché avant de créer des installations; mettre à jour les études existantes de marchés particuliers; et

élaborer des études nouvelles. Il faudrait déterminer l'importance et le potentiel du marché intérieur, les besoins nutritionnels de la population et la manière de satisfaire ces besoins. Il faudrait prendre en considération les questions relatives à l'emballage des produits pour l'exportation ou pour le marché intérieur afin de donner aux pouvoirs publics et à l'industrie des indications pour le choix des matériaux d'emballage et pour la conception des emballages;

Mesures d'ordre international

n) L'ONUDI et les autres organisations compétentes devraient fournir, sur demande, une assistance dans les secteurs prioritaires ci-dessus. En outre, l'ONUDI devrait assurer un soutien technique spécifique dans les secteurs ci-après :

- i) Normalisation et contrôle de la qualité;
- ii) Recherche-développement dans le domaine de l'emballage et des matériaux d'emballage;
- iii) Formation à tous les niveaux, eu égard en particulier à l'entretien préventif et à la maintenance;
- iv) Utilisation des déchets et des résidus;
- v) Transformation des sous-produits;
- vi) Etablissement et diffusion de répertoires, de principes directeurs et de profils de projet en vue de la création d'entreprises de transformation des fruits et légumes;
- vii) Besoins de développement de l'industrie des fruits et légumes des petits pays insulaires.

Question 2. Coopération internationale

Conclusions

10. La Consultation a approuvé les conclusions suivantes :

Coopération technique

a) Les pays en développement possèdent quasiment tous des plans de développement national couvrant les principaux secteurs de l'économie, mais la plupart d'entre eux n'ont pas de plans sous-sectoriels. Il en va souvent ainsi pour le sous-secteur des fruits et légumes, qui - de ce fait - se développe par à-coups et est dépourvu de relations industrielles verticales et mal intégré dans le système agro-industriel et le reste du secteur économique dans le contexte plus général de l'industrialisation. D'où des faiblesses dans la chaîne de production alimentaire dues à la mauvaise qualité, à l'inadaptation et à la livraison irrégulière des matières premières et à l'insuffisance des installations de manutention et d'entreposage, qui, de leur côté, sont source d'instabilité et d'une mauvaise utilisation des capacités dans l'industrie transformatrice et se répercutent sur le potentiel commercial de l'industrie. Les pays en développement ne sont pas à même de définir des orientations fondamentales et d'élaborer des plans stratégiques dans le sous-secteur. Ils manquent aussi de ressources financières et humaines pour exécuter ces plans. L'aide bilatérale et multilatérale est insuffisante et orientée d'une façon qui ne permet pas au sous-secteur des fruits et légumes d'en profiter pleinement;

Coopération technologique

b) Les pays en développement n'ayant pas les moyens de choisir et d'adapter les technologies, il en résulte la création d'industries mettant en oeuvre des techniques inadaptées ou ne convenant pas à l'environnement socio-économique, ce qui réduit la productivité, nuit à la qualité, limite l'utilisation des capacités, augmente le prix de revient et complique la commercialisation. La politique technologique des pouvoirs publics ne tient pas compte des facteurs de l'offre et de la demande et ne prévoit pas de mesures de soutien en faveur du sous-secteur. Le transfert satisfaisant des techniques est entravé par les pratiques restrictives de nombreux fournisseurs de technologie. En ce qui concerne, en particulier, les agriculteurs et les petits transformateurs de fruits et de légumes, l'adoption de techniques modernisées ou nouvelles se heurte à une résistance due aux attitudes traditionnelles à l'égard de tout changement. Les pays en développement doivent résoudre le problème posé par le prix élevé des matériaux d'emballage. Les petites entreprises éprouvent des difficultés à se procurer des techniques adaptées à leur taille, les techniques modernes convenant surtout à la grande industrie.

Coopération financière

c) Les apports nets de capitaux aux pays en développement ont baissé tout au long de la dernière décennie. De nombreux pays en développement ne sont pas à même d'assurer la promotion des investissements. En raison des obstacles tarifaires et non tarifaires, ces pays ne parviennent pas aisément à prendre pied sur le marché des pays industrialisés, et retirent ainsi moins de devises de leurs exportations. Ils éprouvent des difficultés à trouver des fournisseurs de matériel de matières premières et de demi-produits à usage industriel et les prix et les conditions auxquels ils acquièrent les fournitures ne sont guère avantageux;

Développement des marchés et commercialisation

d) Plusieurs pays en développement sont dépourvus de politiques et programmes de nature à appuyer les entreprises industrielles dans leurs efforts de marketing à l'exportation. Ils ne possèdent pas non plus les dispositifs et procédures nécessaires pour assembler, analyser et diffuser les informations sur les marchés et les perspectives de la demande dans les pays industrialisés. Les programmes d'investissements ne sont souvent pas fondés sur des prévisions réalistes concernant la pénétration potentielle des marchés;

Cadre institutionnel et dispositifs permettant d'accentuer la coopération internationale

e) La coordination entre organismes des pays industrialisés et des pays en développement s'occupant des investissements, de l'assistance technique et du renforcement des capacités est insuffisante. Pour ce qui est du traitement réservé aux demandes de crédits pour le sous secteur des fruits et légumes, les institutions financières et les banques de développement agissent toutes d'une manière indépendante. Les pays industrialisés, tant à économie planifiée qu'à économie de marché, ont le potentiel technologique et financier voulu pour se joindre aux organisations multilatérales et internationales afin d'aider les pays en développement à créer de nouvelles capacités de production et/ou à réhabiliter les capacités existantes. Ils peuvent aussi contribuer au renforcement des établissements assurant, dans tous les domaines et à tous les niveaux, la formation de la main-d'oeuvre industrielle dont le sous-secteur des fruits et légumes a besoin.

Recommandations

11. La Consultation a approuvé les recommandations suivantes :

Coopération technique

a) L'ONUDI, agissant en coopération avec la FAO, le Centre du commerce international (CCI) et d'autres organisations internationales, et avec le soutien des pays donateurs, devraient aider les pays en développement à élaborer et appliquer une politique et des plans stratégiques pour le développement du sous-secteur des fruits et légumes. Pour ce faire, ils devraient établir des programmes par pays ou par groupes de pays appartenant à une même région et procéder comme suit :

- i) Dresser le bilan du sous-secteur, en prenant en considération les ressources naturelles, le potentiel du marché, les conditions économiques et sociales, y compris les ressources en main-d'oeuvre, l'infrastructure matérielle et industrielle;
- ii) Définir une politique et un plan stratégique pour le sous-secteur, en gardant à l'esprit les relations verticales entre industries du secteur et l'intégration avec les autres secteurs de l'économie;
- iii) Elaborer des études d'opportunité concernant les projets industriels potentiels;
- iv) Elaborer des études de faisabilité concernant les projets qui promettent d'être financièrement et économiquement viables;
- v) Promouvoir les projets d'investissement susceptibles de bénéficier d'un financement bancaire;

b) Lorsqu'ils élaborent une politique et des plans stratégiques, les dirigeants et planificateurs devraient tenir dûment compte des éléments suivants :

- i) La création, aux niveaux national et régional, de centres d'information chargés de rassembler et de diffuser des renseignements sur les moyens de production agricole, les techniques de transformation et les matières premières et demi-produits à usage industriel, eu égard en particulier aux matériaux d'emballage et aux débouchés;
- ii) La création ou le renforcement des services de recherche-développement chargés d'adapter les technologies à l'environnement économique et social;
- iii) La création de centres de rassemblement et de diffusion chargés de maintenir la qualité et d'accroître la quantité des matières premières disponibles aux fins de transformation, pour réduire ainsi les pertes après récolte;
- iv) L'audit des entreprises industrielles existantes afin de rationaliser la production, d'améliorer la productivité, la gestion financière et générale et la maintenance;

- v) La création ou l'expansion de bureaux nationaux de promotion des exportations ou de services analogues, appelés à faire fonction de centre coordonnateur en matière d'information sur le marché, de normes d'emballage et d'étiquetage, de contrôle de la qualité, de participation aux foires, de financement et de promotion des exportations;
- vi) Les besoins spéciaux des petits pays insulaires ou sans littoral, qui découlent des problèmes qui se posent à ces pays en ce qui concerne les économies d'échelle, la faible dotation en ressources, la cherté des transports, etc.
- vii) La mise en place de services de vulgarisation chargés d'aider les agriculteurs et les petits industriels à assimiler les techniques nouvelles et à maîtriser les résistances au changement;
- viii) La prolongation de la campagne de transformation grâce à diverses mesures - irrigation, culture sous verre, fournitures de semences de variétés hâtives ou tardives, etc.;
- ix) La formation de la main-d'oeuvre industrielle, y compris des formateurs, à la gestion générale et technique des entreprises ainsi qu'à la sélection, à l'adaptation et à l'assimilation des technologies;
- x) La contribution importante que la petite industrie apporte au développement du sous-secteur grâce à sa flexibilité et aux avantages découlant de ses relations avec la moyenne et grande industrie;

Coopération technologique

c) L'ONUDI devrait continuer à se donner les moyens de conseiller les pays en développement dans le choix et l'adaptation des techniques appropriées et des systèmes d'information technologique dans le sous-secteur des fruits et légumes; de jouer un rôle d'intermédiaire entre les concepteurs de matériel, les fournisseurs et les utilisateurs de technologie; d'assurer la formation de stagiaires des pays en développement (et notamment de négociateurs) grâce à des cours, séminaires, etc. L'ONUDI devrait aider à appuyer la coopération entre les organismes de recherche-développement s'occupant du sous-secteur des fruits et légumes dans les pays en développement et dans les pays industrialisés;

d) L'ONUDI, agissant avec le soutien d'autres organisations internationales et de pays donateurs, devrait aider les pays en développement :

- i) A créer ou à renforcer les centres d'information technologique;
- ii) A renforcer les moyens de recherche-développement, surtout dans le domaine de la recherche appliquée, en vue d'adapter les technologies au niveau de développement;
- iii) A assurer des services de vulgarisation pour perfectionner les méthodes de gestion et d'exploitation technique et pour surmonter les résistances aux technologies nouvelles;
- iv) A créer ou à renforcer des établissements spécialisés de formation de cadres, de techniciens et d'opérateurs;

- v) A rendre des services spécialisés en vue de la maîtrise des mutations technologiques dans le sous-secteur des fruits et légumes;
 - vi) A mettre en place des services nationaux d'ingénieurs-conseils et à encourager ces services à coopérer avec leurs homologues des pays industrialisés;
 - vii) A préserver l'équilibre écologique et à protéger l'environnement;
- e) L'ONUDI et la FAO, se concertant avec d'autres organisations internationales, devraient exécuter des programmes de recherche :
- i) Pour trouver et valoriser de nouveaux matériaux et techniques d'emballage des fruits et légumes transformés et résoudre ainsi le problème posé par la cherté excessive des emballages;
 - ii) Pour développer des technologies de remplacement ou des technologies adaptées qui se prêtent à l'emploi dans le sous-secteur des fruits et légumes en mettant l'accent sur les techniques convenant aux petites et moyennes entreprises;

Coopération financière

- f) Les organismes bilatéraux et multilatéraux devraient s'efforcer d'accroître le volume des crédits octroyés aux pays en développement, en accordant une attention spéciale au financement dans le domaine de la transformation des fruits et légumes, eu égard à son importance pour la sécurité alimentaire et le développement des régions rurales. A cette fin, ils devraient diffuser des renseignements sur les marchés financiers complexes afin d'informer les pays en développement des possibilités d'accéder à ces marchés;
- g) Pour contribuer à la mobilisation des ressources financières en vue du financement dans le domaine de la transformation des fruits et légumes, l'ONUDI devrait intensifier sa coopération avec les institutions financières multilatérales et régionales;
- h) Lorsqu'ils envisagent d'octroyer des crédits à l'exportation, les pays industrialisés devraient tenir compte de la nécessité d'exporter du matériel qui réponde aux besoins fondamentaux des pays en développement;
- i) L'ONUDI devrait dresser un répertoire des fournisseurs de matériel, de technologie, de matières premières et de demi-produits à usage industriel intéressant le sous-secteur des fruits et légumes, en vue d'aider les entreprises des pays en développement à se procurer leurs fournitures aux conditions les plus avantageuses;
- j) L'ONUDI devrait renforcer ses programmes de promotion des investissements, notamment en augmentant le nombre des services de promotion des investissements établis dans les pays industrialisés et en organisant un plus grand nombre de programmes d'investissements industriels et de forums des investisseurs pour attirer des capitaux vers le secteur industriel des pays en développement, et en particulier vers le sous-secteur des fruits et légumes. Dans le cadre de la promotion de projets d'investissement, il faudrait étudier le recours éventuel à des accords de règlements en produits et à des dispositifs financiers analogues;

k) Les pays en développement devraient renforcer les centres de promotion des investissements (ou en créer s'ils n'en possèdent pas encore) chargés de rechercher des partenaires pour des projets d'investissement ou de coentreprise et de mobiliser les ressources nécessaires pour les investissements dans le sous-secteur des fruits et légumes. Ces centres sont encouragés à oeuvrer en liaison étroite avec le programme d'investissements industriels de l'ONUDI;

Développement des marchés et commercialisation

l) Les gouvernements des pays en développement devraient élaborer et appliquer des politiques et stratégies adaptées, en définissant notamment un cadre législatif, administratif et institutionnel propre à favoriser les exportations, compte tenu également des besoins spéciaux du sous-secteur des fruits et légumes;

m) Les gouvernements des pays en développement devraient renforcer les organismes de promotion des exportations (ou en créer s'ils n'en possèdent pas encore) qui devraient avoir un rôle central en ce qui concerne le rassemblement et la diffusion d'informations sur les marchés, en exécutant, dans les pays visés, des enquêtes sur des produits spécifiques, donner des conseils sur l'emballage et l'étiquetage, appuyer la normalisation et le contrôle de la qualité des produits exportés, organiser la participation aux foires étrangères, faciliter le financement des exportations et assurer la promotion des exportations. Ces organismes de promotion des exportations faciliteraient la réception de l'assistance technique dans le domaine du développement des marchés et des produits provenant des donateurs d'aide ou des organisations internationales;

n) Les investissements industriels, particulièrement dans le secteur des fruits et légumes devraient s'orienter en fonction des débouchés, c'est-à-dire, pour assurer le succès des projets d'investissement, il faudrait établir leur faisabilité en se fondant sur des prévisions réalistes du potentiel du marché;

o) Le CCI, agissant avec le soutien de l'ONUDI, devrait effectuer de nouvelles études sur le potentiel d'exportation des fruits et légumes transformés dans les pays en développement (tels que les fruits déshydratés). Le CCI devrait aussi mettre à jour les études du marché de différents fruits et légumes transformés (par exemple jus de fruit) exécutées dans le passé;

Cadre institutionnel et dispositifs permettant d'accentuer la coopération internationale

p) L'ONUDI devrait encourager l'échange d'informations et appuyer la promotion de la coopération entre les centres d'excellence des pays industrialisés et des pays en développement qui s'intéressent au secteur des fruits et des légumes;

q) Les institutions financières internationales et les banques de développement devraient rechercher des moyens novateurs de mettre des crédits à la disposition des petits agriculteurs et des petits producteurs du sous-secteur des fruits et légumes, qui, par suite des problèmes relatifs à l'absence de garanties suffisantes, n'ont normalement pas accès aux circuits financiers structurés;

r) L'ONUDI devrait encourager la coopération entre les institutions financières, techniques et technologiques des pays à économie planifiée et des pays à économie de marché afin de lancer, avec les pays en développement, une

coopération tripartite visant à accroître les capacités de production nouvelles dans ces derniers pays et à fournir une assistance technique complémentaire, notamment dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre industrielle. Il serait particulièrement utile de réunir les renseignements nécessaires pour des études de faisabilité concernant des installations communes susceptibles de satisfaire les besoins de toutes les parties prenantes.

I. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

Ouverture de la Consultation

12. La séance d'ouverture de la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes s'est déroulée en présence de Son Excellence Nodar Chitanava, Président du Conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Géorgie, de Son Excellence Guram Mgeladze, Premier Vice-Président du Conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Géorgie et de Son Excellence Georgi Javak'ishvili, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste soviétique de Géorgie.

13. Prenant la parole au nom du Directeur général de l'ONUDI, le Directeur général adjoint à la promotion industrielle, aux consultations et à la technologie a exprimé la profonde reconnaissance de l'Organisation au Gouvernement de la République socialiste soviétique de Géorgie, qui avait bien voulu accueillir la Consultation. Celle-ci montrait que l'ONUDI portait une attention accrue au développement des industries agro-alimentaires qu'elle considérait comme l'un des domaines prioritaires appelés à bénéficier de sa contribution au processus d'industrialisation. La transformation des fruits et légumes était un secteur offrant un potentiel énorme dans les pays en développement. Or, en dépit de quelques améliorations récentes, les pays en développement ne contribuaient toujours que pour 4 % à la production mondiale de fruits et légumes transformés. La promotion du sous-secteur était justifiée parce qu'elle devait se solder par un accroissement de la valeur ajoutée de la production agricole, des disponibilités alimentaires et du revenu des agriculteurs. Elle accélérerait aussi, avantage supplémentaire, la croissance économique, créerait des emplois et améliorerait l'infrastructure industrielle. Pour conclure, le Directeur général adjoint a insisté sur l'importance de la coopération internationale dans des secteurs aussi essentiels que le transfert de technologie, la formation de la main-d'oeuvre et le perfectionnement des méthodes de gestion. L'utilisation des connaissances et de l'expérience accumulée par des entreprises hautement qualifiées contribuerait ainsi au progrès de ces sous-secteurs dans les pays en développement, sur la base d'une coopération mutuellement avantageuse.

14. M. Guram Mgeladze, Premier Vice-Président du Conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Géorgie a souhaité aux participants la bienvenue à Tbilissi. Dans le monde interdépendant moderne, a-t-il déclaré, les valeurs humaines et les besoins communs à l'humanité tout entière prenaient le pas sur les intérêts spécifiques des différentes nations. Cette conception humaniste des affaires mondiales avait récemment été réitérée par Mikhaïl Gorbatchev au cours d'une rencontre avec les membres du corps diplomatique en poste à Moscou. Elle sous-tendait les activités de tout organisme des Nations Unies engagé dans la lutte contre la faim et l'arriération économique et culturelle. La Consultation, a-t-il poursuivi, était la première réunion de l'ONUDI de cette importance qui se tient dans la République socialiste soviétique de Géorgie. Le Premier Vice-Président a exprimé l'espoir que la Consultation ouvrirait la voie à une future coopération fructueuse entre l'ONUDI et sa République. A cette fin, la

République socialiste soviétique de Géorgie envisageait de renforcer ses relations avec l'ONUDI en créant à Tbilissi un centre de l'ONUDI. La politique de glasnost et de perestroïka suivie dans le pays permettrait aussi de faire un usage plus rationnel du potentiel naturel et économique de la république, de renforcer les relations économiques avec d'autres nations et d'instaurer des relations commerciales mutuellement avantageuses.

15. Le Directeur de la Division du Système de consultations a insisté, comme les orateurs précédents, sur l'importance de l'industrie alimentaire. Il a noté que les consultations tenues au cours des douze dernières années avaient eu pour thème une industrialisation fondée sur l'emploi des matières premières pour la fourniture desquelles les pays en développement bénéficiaient d'avantages comparatifs. Le secteur alimentaire occupait une place importante dans le système agro-industriel. L'industrie des huiles et graisses végétales et l'industrie sucrière avaient déjà fait l'objet de consultations. La contribution que la production alimentaire, élément constitutif de tout système agro-industriel national, apportait à l'industrialisation, justifiait la tenue de la consultation actuelle. S'agissant des problèmes qui se posaient à l'industrie, l'absence de stratégies à moyen et à long terme pour le développement de la transformation des fruits et légumes entravait souvent la mobilisation systématique des ressources intérieures et extérieures. Un autre problème majeur résidait dans le fait que la création de nouvelles installations de production n'était pas toujours subordonnée à des analyses rigoureuses de leur viabilité. Le Directeur a noté le rôle crucial que les petites et moyennes entreprises pouvaient avoir dans le développement du secteur, même s'il leur fallait tout un éventail de mesures de soutien. La Consultation devait se pencher sur ces questions parmi d'autres afin de formuler des conclusions et des recommandations concernant les mesures à prendre en faveur des industries des fruits et légumes dans les pays en développement.

Election du bureau

16. Les personnalités ci-après ont été élues membres du bureau :

M. Guram Mgeladze (URSS) Premier Vice-Président du Conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Géorgie	Président
M. Gladstone V. Taylor (Jamaïque) Directeur exécutif du Conseil de la recherche scientifique, Kingston	Rapporteur
M. Syed Toufique Ali (Bangladesh) Administrateur délégué M.S. Netan Ltd., Dhaka	Vice-Président
M. Blanchard A. Pratt (Sierra Leone) Directeur de la production Freetown Cold Storage Co. Ltd., Freetown	Vice-Président
M. Jacotot (France) Chef du bureau des fruits et légumes Ministère de l'agriculture, Paris	Vice-Président

Adoption de l'ordre du jour

17. La Consultation a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la Consultation.
2. Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Présentation des questions par l'ONUDI
5. Examen des questions :
 - a) Question 1 : Conditions fondamentales de la viabilité à long terme de l'industrie des fruits et légumes;
 - b) Question 2 : Coopération internationale.
6. Questions diverses.
7. Conclusions et recommandations.
8. Adoption du rapport.

Constitution de groupes de travail

18. La Consultation a constitué deux groupes de travail chargés d'examiner les questions à l'étude et de proposer des conclusions et recommandations pour examen en séance plénière. M. Blanchard A. Pratt (Sierre Leone), Directeur de la production, Freetown Cold Storage Co. Ltd., a présidé le Groupe de travail sur la question 1, et M. Alain Jacotot (France), Chef du bureau des fruits et légumes, Ministère de l'agriculture, Paris, a présidé le Groupe de travail sur la question 2.

Documentation

19. La liste des documents publiés avant la Consultation figure à l'annexe II.

Adoption du rapport

20. Le rapport de la Consultation sur l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur la transformation des fruits et légumes, a été adopté par consensus à la dernière séance plénière, tenue le 22 septembre 1989.

II. RAPPORT SUR LES TRAVAUX EN SEANCE PLENIERE

Présentation des questions

Question 1. Conditions fondamentales de la viabilité à long terme de l'industrie des fruits et légumes

21. Un fonctionnaire du Secrétariat de l'ONUDI a présenté la question, exposant brièvement la situation et les problèmes de l'industrie des fruits et légumes dans les pays en développement par rapport aux perspectives nationales et internationales de l'offre et de la demande. Il a souligné l'importance essentielle des dispositions de politique générale visant à assurer une intégration rationnelle de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. La mise en place de mesures d'incitation et des infrastructures nécessaires permettrait à la fois de promouvoir l'initiative privée et d'attirer les investissements étrangers. Le fonctionnaire du Secrétariat a également insisté sur le fait qu'il importait d'urgence d'améliorer l'efficacité de cette industrie par une action portant sur l'innovation technologique, la formation professionnelle, l'élaboration de stratégies de commercialisation appropriées, l'amélioration des méthodes d'emballage, etc. Il a conclu son exposé en invitant les participants à la Consultation à examiner de manière approfondie les facteurs qui conditionnent le développement futur de ce sous-secteur. Ces facteurs sont classés sous les rubriques suivantes à la fin du document de travail établi par le Secrétariat sur cette question : importance économique et sociale du sous-secteur; perspectives en matière d'offre et de demande dans le sous-secteur; conditions à remplir en matière d'orientation et de dispositions institutionnelles pour pouvoir développer le sous-secteur; conditions nécessaires à une efficacité et à une productivité opérationnelles adéquates; débouchés et commercialisation (ID/WG.488/2).

Question 2. Coopération internationale

22. Présentant cette question, le fonctionnaire du Secrétariat a constaté que, malgré certaines différences des priorités régionales, les objectifs communs des pays en développement restaient les suivants en ce qui concerne ce sous-secteur :

- a) Réaliser de la valeur ajoutée à partir des ressources en matières premières;
- b) Accroître les parts de marché sur le marché national et les marchés extérieurs;
- c) Stimuler le processus d'industrialisation grâce au développement intégré des agro-industries;
- d) Renforcer les relations verticales entre les activités alliées d'amont et d'aval (industries mécanique, chimique, énergétique, petite industrie);
- e) Réduire les pertes et le gaspillage.

23. Faisant suite à ses remarques concernant la question 1, le fonctionnaire du Secrétariat a souligné qu'il n'était pas possible d'adopter pour l'industrie des fruits et légumes une approche uniforme, en raison de la multiplicité des types de matières premières, des niveaux de transformation ainsi que des types et des dimensions des entreprises de transformation, de la grande variété des techniques et de la complexité des marchés.

24. En ce qui concerne le rôle des organisations internationales en matière de coopération, celles-ci effectuaient normalement un travail important qui consistait, en particulier, à identifier les problèmes fondamentaux que rencontre le développement du secteur concerné et à formuler des politiques industrielles destinées à surmonter ces obstacles. Le fonctionnaire du Secrétariat a ensuite cité les initiatives et les mesures particulières prises par un certain nombre d'organisations du système des Nations Unies. Il a, de plus, observé que le principal obstacle à l'accroissement des recettes d'exportation des pays en développement dans ce sous-secteur était constitué par le fait que le protectionnisme et l'instabilité des prix limitaient l'accès de ces pays aux marchés d'exportation. D'une manière générale, une participation active et positive des organes internationaux pouvait être très utile sur des points comme la mobilisation de ressources financières, l'amélioration de la productivité, les transferts de technologie et l'information sur les marchés. Le fonctionnaire du Secrétariat a ensuite récapitulé les principaux domaines dans lesquels pouvait s'exercer une coopération internationale visant à surmonter les difficultés que le secteur des fruits et légumes rencontrait dans les pays en développement. Ces domaines d'action possibles étaient repris dans le document de travail relatif à cette question sous les rubriques suivantes : coopération technique, coopération technologique, coopération financière, expansion du marché et marketing et cadre institutionnel et mécanismes permettant de promouvoir la coopération internationale dans le sous-secteur (ID/WG.488/3).

Résumé des débats

25. Un certain nombre de participants ont décrit l'état et les perspectives de l'industrie des fruits et légumes dans leur pays. L'importance fondamentale de l'emballage et de l'entreposage a été soulignée. Les carences dans ce domaine causaient souvent des pertes énormes et compromettaient la viabilité économique et financière de nombreuses installations de transformation des pays en développement.

26. Les participants se sont accordés pour estimer que l'industrie des fruits et légumes convenait fort bien aux petites et moyennes entreprises du secteur privé qui, comme par le passé, avaient cependant besoin de mesures de soutien de la part des dirigeants nationaux, l'objectif global devant être l'intégration du sous-secteur dans le dispositif de développement agro-industriel de l'économie nationale.

27. Un participant a insisté sur l'importance de la formation de la main-d'oeuvre à toutes les techniques employées en agriculture. Dans cet ordre d'idées, il faudrait considérer le développement rural et le développement agro-industriel comme s'inscrivant dans un cadre intégré au sein duquel s'articulent les différentes activités, et qui englobe le volet agricole proprement dit ainsi que l'emploi et l'entretien judicieux des machines et du matériel utilisés.

28. De l'avis d'un autre participant venu d'un pays en développement, il fallait, lorsqu'on examinait les différentes contraintes s'exerçant sur le sous-secteur, attacher l'attention voulue aux besoins et particularités des petits pays et des pays insulaires, qui ne pouvaient guère tirer profit des économies d'échelle de type conventionnel.

29. Des participants venus des pays en développement ont affirmé que l'ouverture insuffisante des marchés internationaux à leurs produits agricoles était le principal obstacle qui réduisait le potentiel de croissance de leur industrie alimentaire. Par ailleurs, la préférence habituellement donnée aux

fruits et légumes frais limitait également les débouchés intérieurs. On a toutefois fait observer que l'urbanisation croissante augmentait la demande de produits alimentaires transformés dans les pays en développement. Evaluant leurs besoins dans ce sous-secteur, ces participants ont assigné le rang de priorité le plus élevé à l'acquisition de techniques appropriées de transformation et à l'accès aux informations sur les marchés. Dans cet ordre d'idées, les représentants de quelques pays industrialisés ont proposé aux pays en développement de faire appel à leur savoir-faire, à leur technologie et à leurs installations pour développer le sous-secteur.

30. Un participant venu d'un pays développé a présenté brièvement la grande expérience de la coopération internationale que son pays avait acquise dans ce sous-secteur. A son avis, la promotion efficace du sous-secteur dépendait avant tout de l'application, des matières premières à la commercialisation de produits finis, d'une approche intégrée et de la recherche de solutions ponctuelles, en prenant en considération les caractéristiques et besoins particuliers des différents projets des pays en développement.

31. De nombreux participants ont souligné qu'il était souhaitable de donner aux pays les moyens de recherche et développement nécessaires pour mettre au point les technologies appropriées qu'exige le sous-secteur. Acquérir des techniques étrangères n'était pas toujours une formule adaptée aux réalités industrielles et sociales des pays en développement.

32. Les représentants du Secrétariat de l'ONUDI ont présenté les programmes d'assistance technique, de promotion des investissements, de transfert de technologie, de traitement de l'information, etc., de l'Organisation en cours dans le domaine des agro-industries, en général, et dans le sous-secteur considéré, en particulier. L'intervention de l'ONUDI se situait à différents niveaux, allant des études de faisabilité au démarrage des usines. L'expérience et le savoir-faire ainsi acquis étaient à la disposition des pays en développement intéressés.

33. Le représentant du Centre du commerce international (CCI) a lui aussi fait un bref exposé sur les activités du Centre relatives au sous-secteur, déclarant que le Centre portait une attention particulière à l'exécution d'études de marché et de projets relatifs au développement des marchés dans certains pays en développement. Dans ce contexte, la coopération active des entreprises des secteurs public et privé était essentielle.

34. Présentant les activités actuelles de son Organisation dans le sous-secteur, le représentant de la FAO a dit que la transformation des denrées agricoles, en général, et des fruits et légumes, en particulier, était l'une des priorités de la FAO. A cet effet, l'Organisation participait, dans les pays en développement, à divers projets d'assistance technique et à des activités connexes au sujet desquels il donnerait des précisions aux groupes de travail constitués par la Consultation.

35. Les participants réunis en séance plénière se sont accordés pour estimer qu'il pourrait être utile pour l'examen systématique de tous les facteurs façonnant l'industrie, de se référer aux "considérations finales" exposées dans les documents thématiques sur les deux questions, établis par le Secrétariat. Ces considérations contenaient des lignes directrices générales pour les délibérations des groupes de travail.

III. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 1 : CONDITIONS
FONDAMENTALES DE LA VIABILITE A LONG TERME
DE L'INDUSTRIE DES FRUITS ET LEGUMES

Résumé des débats

36. De nombreux participants ont estimé que le renforcement de l'interaction entre les différents opérateurs de l'industrie des fruits et légumes conditionnait les gains d'efficacité dans le sous-secteur. Les parties directement intéressées, à savoir les producteurs et fabricants, ainsi que les responsables de l'entreposage, des transports et des opérations commerciales, devaient prendre l'initiative de resserrer leurs relations afin de trouver une solution à leurs problèmes relatifs au financement, au manque de continuité dans l'approvisionnement en matières premières, aux transports, à la formation, à l'emballage, à la normalisation, aux pièces de rechange, à l'insuffisance de l'entretien (y compris de l'entretien préventif), etc. Une approche institutionnalisée serait le meilleur moyen d'atteindre cet objectif, par l'entremise d'associations, de fédérations, de conseils ou de chambres d'industrie. Il s'agirait de doter le sous-secteur d'une structure articulée couvrant tous les niveaux d'activité. Les pouvoirs publics auraient pour tâche centrale d'étayer ladite structure et de lui fournir l'assise indispensable pour son développement : infrastructure matérielle, transports, services publics et moyens de formation. A ce propos, les associations intéressées devraient définir, le cas échéant, des contrats de vente ou d'achat ou d'autres formes de coopération entre les producteurs et les industries consommatrices.

37. Plusieurs participants ont indiqué que la formation et le développement des compétences aux différents niveaux (contrôle de la qualité, préservation de la valeur nutritive, innocuité et durée de conservation des produits, emballage, transports, etc.) étaient indispensables pour le développement du sous-secteur. Selon quelques participants, les chefs de petites entreprises avaient besoin d'une formation spéciale, en ce qui concerne en particulier la procédure à suivre pour solliciter des concours financiers et l'emploi de technologies nouvelles. La formation des techniciens était cruciale pour les opérations essentielles. Elle devrait embrasser les aspects plus complexes de la mécanisation, tels que la maintenance, ainsi que les méthodes d'achat de matériel et de pièces détachées. Un participant a insisté sur l'importance de l'entretien préventif.

38. S'agissant du contrôle de la qualité, un participant a estimé que trois aspects principaux devraient retenir une attention particulière : à savoir, le contrôle de la qualité des produits agricoles à livrer à l'industrie transformatrice; le contrôle de la qualité au cours des opérations de transformation, au niveau de l'entreprise, et le contrôle de la qualité du produit commercialisé (y compris sa durée de conservation). On a fait observer qu'il appartenait aux pouvoirs publics de mettre en place les moyens d'essais de la qualité appelés à servir les petites entreprises qui ne seraient normalement pas en mesure de se doter de ces installations.

39. Quelques participants ont signalé que les petits agriculteurs et les petites entreprises transformatrices de fruits et légumes éprouvaient des difficultés à adopter les techniques mises au point par des établissements de recherche-développement. Ces entreprises étaient souvent réticentes à employer des technologies nouvelles, et préféraient continuer à se servir de leurs méthodes de transformation traditionnelles. Les services de vulgarisation assureraient la liaison nécessaire entre les établissements de recherche-développement et les petites entreprises. Les renseignements sur

les établissements de recherche existants et leurs activités dans des domaines déterminés étaient généralement fragmentaires, ce qui posait des problèmes à l'industrie transformatrice.

40. La cherté des matériaux d'emballage qui se répercutait sur le prix final des fruits et légumes transformés, était cause de préoccupation pour de nombreux participants. Les matériaux d'emballage étaient pour l'essentiel importés et les informations sur les ressources locales éventuellement exploitables étaient peu abondantes. Cette question importante n'avait pas encore été suffisamment étudiée et on ne disposait pas non plus de renseignements sur les fournisseurs d'autres matériaux d'emballage disponibles sur les marchés internationaux. Dans cet ordre d'idées, le recyclage éventuel de matériaux d'emballage tels que les verres ou boîtes de conserve a été mentionné comme un moyen de réduire les importations.

41. Au cours des discussions sur la gestion efficace des matières premières, quelques participants ont évoqué le problème posé par l'utilisation des déchets et la transformation des sous-produits. Un participant a constaté qu'il était difficile de trouver une solution généralement valable, eu égard à l'éventail des procédés intervenant dans la fabrication des différents produits. Par ailleurs, a-t-il ajouté, l'utilisation des déchets pouvait être coûteuse. On s'est demandé si des dispositifs pour l'utilisation des déchets pouvaient être intégrés, dès la création, dans les usines transformatrices de fruits et légumes. Dans cet ordre d'idées, il a été noté que conformément aux règlements concernant la protection de l'environnement en vigueur dans quelques pays développés, les unités de recyclage ou d'utilisation des déchets devaient faire partie intégrante des usines de transformation.

42. Quelques participants se sont déclarés favorables à l'intégration de l'industrie des fruits et légumes dans le système agro-industriel, ainsi qu'à son intégration à divers niveaux d'activité allant de la production agricole à la fabrication des moyens de production, au traitement industriel et à la commercialisation. Il s'agissait de savoir comment ce processus d'intégration devait démarrer au niveau macro-économique ou au niveau micro-économique. Les pouvoirs publics, l'industrie ou les coopératives pouvaient déclencher et appuyer cette intégration.

43. Quelques participants ont proposé une assistance de leur pays au moyen d'actions de formation, en matière d'élaboration de programmes nationaux pour le sous-secteur considéré. L'ONUDI, ont-ils déclaré, pouvait contribuer à organiser cette assistance.

44. Quelques participants ont constaté que les gouvernements de certains pays développés ou en développement attachaient de l'importance et donnaient la priorité au marché intérieur. A cet égard, ont-ils souligné, les emballages pour le marché intérieur et pour le marché d'exportation présentaient des différences considérables, parce qu'ils devaient être adaptés à leurs fonctions et objectifs : transport, groupage de produits semi-finis ou vente.

45. D'autres représentants, venant des pays développés, ont indiqué à cet égard que, forts de leur expérience et de leur spécialisation, les instituts de l'emballage et des produits alimentaires de leur pays étaient en mesure de fournir aux pays en développement une assistance dans les domaines de la formation, des conseils spécialisés et de la coopération tripartite pour résoudre les problèmes relatifs à l'emballage.

46. Des fonctionnaires du Secrétariat ont rendu brièvement compte des activités des différentes divisions de l'ONUDI en insistant sur celles de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) et la diffusion

de renseignements techniques par l'intermédiaire des services nationaux de liaison de l'INTIB dans différents pays. Les fonctionnaires du Secrétariat se sont référés à divers projets d'assistance technique de l'ONUDI pour traiter de certains aspects d'ordre technologique et mettre en évidence l'importance de l'étude des produits et procédés ainsi que la nécessité d'emballages adaptés et de marketing. Les enseignements que l'ONUDI avait dégagés des activités relatives aux projets exécutés confirmaient le bien-fondé de certaines déclarations faites par les participants.

47. Selon le représentant du CCI, les études de marché étaient d'une importance fondamentale. Lorsqu'il fallait prendre une décision au sujet de la création d'usines nouvelles, ces études montraient si l'investissement envisagé était à conseiller. À cet égard, il importait de garder présent à l'esprit la nécessité de planifier la production en fonction du marché et non pas en fonction des matières premières. Les prévisions concernant les débouchés, ainsi que l'étude des marchés et la maîtrise des techniques commerciales étaient des éléments indispensables pour les pays en développement qui se proposaient d'exporter leurs produits, le potentiel des marchés mondiaux étant souvent surestimé. Dans cet ordre d'idées, la diversification et le développement des produits étaient également des aspects importants des efforts déployés pour atteindre de nouveaux marchés ou des créneaux dans des secteurs où la concurrence n'était pas trop forte. Le représentant du CCI a déclaré que le Centre était disposé à entreprendre de nouvelles études de marchés particuliers ou à mettre à jour des études existantes, à condition que les ressources financières nécessaires soient mises à sa disposition.

IV. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUESTION 2 : COOPERATION INTERNATIONALE

Résumé des débats

48. De l'avis de la plupart des participants, les politiques et stratégies nécessaires pour orienter et développer le sous-secteur des fruits et légumes dans les pays en développement faisaient défaut. Ceci étant, le sous-secteur avait progressé par à-coups, sans que les relations existant en son sein ou son intégration dans le système agro-industriel et avec les autres secteurs économiques, et notamment l'agriculture et le secteur tertiaire, aient retenu toute l'attention voulue. D'où des lacunes dans la chaîne de production alimentaire qui va de la culture des fruits et légumes à la commercialisation en passant par la récolte, l'entreposage, la manutention, les transports et la transformation.

49. De nombreux participants ont déclaré que le principal problème qui se posait dans le sous-secteur tenait à ce que les matières premières ayant la qualité voulue n'étaient pas livrées en quantités suffisantes, en temps utile ou sous une forme homogène aux installations transformatrices.

50. D'autres participants ont évoqué les problèmes commerciaux provoqués par l'insuffisance des circuits de distribution, sur le marché local, et par la concurrence vigoureuse et parfois insurmontable de grandes entreprises bien établies, sur les marchés d'exportation. Ils ont aussi mentionné que les entreprises des fruits et légumes des pays en développement éprouvaient des difficultés à pénétrer les marchés des pays industrialisés - difficultés dues aux obstacles tarifaires et non tarifaires que ces derniers pays dressaient contre les importations de produits alimentaires, y compris les règlements très stricts régissant l'emballage et l'étiquetage.

51. Un certain nombre de participants venus des pays industrialisés à économie de marché ont présenté les activités entreprises pour appuyer les pays en développement dans leur action en faveur du sous-secteur des fruits et légumes. Ces activités comprenaient la prestation de services spécialisés et de conseils techniques; l'élaboration d'études de préinvestissement; la promotion de coentreprises; et l'octroi d'une assistance technique à titre bilatéral ou par le biais du financement d'activités menées par les organisations internationales, y compris l'ONUDI. Un participant a exposé dans ses grandes lignes un programme que son gouvernement et l'ONUDI exécutaient en commun pour promouvoir l'investissement industriel dans le secteur agro-alimentaire des pays en développement, eu égard en particulier au sous-secteur des fruits et légumes. Ce programme prévoyait essentiellement un bilan initial des entreprises agro-alimentaires, qui permet de déterminer avec précision l'offre, des missions exploratoires au cours desquelles des spécialistes évaluent dans certains pays en développement le potentiel du secteur et recherchent des partenaires locaux pour des projets de coopération industrielle et le financement éventuel d'études de préinvestissement pour confirmer la viabilité technique et économique des projets et mobiliser les ressources nécessaires.

52. Les participants venus des pays à économie planifiée ont décrit les services que leurs gouvernements fournissaient aux pays en développement et ont proposé une assistance par l'entremise des organismes de recherche, de formation et de commerce existants.

53. Un certain nombre de participants ont constaté qu'il était avantageux de favoriser le développement du sous-secteur en créant des petites et moyennes entreprises appartenant le plus souvent à des nationaux, et qui ouvraient la voie à un développement autonome futur. Les petites et moyennes entreprises s'adaptaient aussi fort bien à une conjoncture difficile ou changeante et résistaient aux récessions. Elles étaient aussi un instrument indispensable pour les relations avec les grandes entreprises, et favorisaient l'intégration à l'échelle du sous-secteur et avec les autres secteurs de l'économie.

54. Les participants venus de petits pays insulaires ou sans littoral ont mentionné les problèmes particuliers que posaient à ces pays la faible superficie, qui ne permettait pas de tirer parti d'économie d'échelle; la cherté excessive des transports; la dotation insuffisante en ressources et l'absence d'infrastructure industrielle. L'un d'eux a indiqué combien il était difficile de persuader les petits agriculteurs et les petits industriels d'adopter des techniques non traditionnelles. Un moyen de surmonter cette réticence consistait à créer des services de vulgarisation dotés d'agents que les petits agriculteurs et industriels connaissaient et auxquels ils faisaient confiance.

55. De nombreux participants ont évoqué le coût élevé de l'emballage des produits dérivés des fruits et légumes, qui représentait jusqu'à 50 % du prix départ usine. Pour résoudre le problème des coûts, il fallait exécuter des programmes de recherche sur les matériaux d'emballage nouveaux, en prenant pour point de départ les matériaux disponibles dans les pays en développement.

56. Un participant a dit que les pays en développement, avant de réaliser de nouveaux investissements, devraient déterminer l'état de l'industrie existante et, le cas échéant, réhabiliter cette industrie. Il était à la fois plus facile et moins coûteux de remettre en état des installations existantes. A son avis, l'agro-industrie était, dans la quasi-totalité des pays en développement, le secteur clef de l'économie. Par ailleurs, grâce à ses relations industrielles verticales, elle favorisait le développement des

autres secteurs. Le même participant a également proposé la création de complexes agro-industriels verticalement intégrés et adaptés aux conditions économiques et sociales locales, qui pourraient être implantés dans différentes localités d'une même région.

57. De nombreux participants ont insisté sur le rôle joué par les systèmes d'information en ce qui concerne tous les aspects du sous-secteur des fruits et légumes. Ils ont proposé la création, dans les pays en développement, de centres d'information sur les fruits et légumes (l'ONUDI et le CCI jouant un rôle coordonnateur) chargés de faciliter les échanges de données d'expérience et de renseignement. Ces centres seraient un outil privilégié de la planification stratégique du secteur et du rassemblement et de la diffusion d'informations sur les marchés.

58. Un participant a souligné qu'il importait de faire appel aux services d'ingénieurs-conseils pour éviter des erreurs dans l'aménagement de nouvelles installations de production et pour assurer le succès des projets. Un autre a estimé que les études de faisabilité à élaborer devaient avoir pour base des prévisions réalistes concernant le potentiel des marchés et une offre suffisante de matières premières de bonne qualité.

59. Selon un participant, on ne manquait pas de ressources financières pour les projets viables, bien préparés et bien agencés, ce qui confirmait l'importance d'études de faisabilité approfondies et susceptibles de commander la confiance des organismes de financement.

60. Plusieurs intervenants ont évoqué la nécessité de renforcer la coopération financière dans le sens Nord-Sud. Ils ont constaté que les apports nets de capitaux aux pays en développement avaient diminué tout au long de la dernière décennie. De nombreux pays en développement, ont-ils déclaré, n'avaient pas les moyens d'assurer la promotion des investissements. Les termes et conditions des échanges avaient réduit leurs recettes en devises. Ces pays éprouvaient des difficultés à se procurer du matériel et des matières premières ou demi-produits à usage industriel à des prix et des conditions de paiement convenables. Ces participants ont été d'avis que les pays industrialisés devaient favoriser davantage les investissements directs dans les pays en développement et augmenter l'aide publique au développement. Les pays industrialisés devraient aussi assurer la livraison du matériel, de matières premières et de demi-produits au titre de systèmes de garanties à l'exportation. Dans les domaines susmentionnés, l'ONUDI pourrait servir d'intermédiaire entre les pays industrialisés et les pays en développement, établir un répertoire des fournisseurs de matériel, de matières premières et de demi-produits à usage industriel et assister les pays en développement dans leurs programmes de promotion des investissements.

61. S'agissant de la technologie, quelques participants ont constaté que la plupart des techniques employées dans le sous-secteur des fruits et légumes étaient connues de longue date. Il s'agissait donc davantage d'adapter des techniques existantes aux conditions particulières d'un pays et au lieu d'implantation d'une usine que d'acquérir des techniques nouvelles. Pour ce qui est du choix des techniques, on a souligné qu'il importait de mettre au point différentes variantes technologiques. Dans cet ordre d'idées, il faudrait, lorsque l'on crée des usines nouvelles, attacher l'importance voulue à la flexibilité des installations ainsi qu'à l'adaptation des techniques à l'utilisation à petite échelle.

62. Pour ce qui était de la recherche-développement, un participant a fait observer que quelques établissements des pays en développement menaient des recherches pour en publier les résultats et non pour les appliquer. Ce qu'il fallait, c'était étudier des produits présentant un intérêt direct pour

l'industrie et développer des procédés susceptibles d'être appliqués. Pour éviter aux pays en développement la répétition d'activités et le gaspillage de ressources humaines et financières, les établissements de recherche-développement du sous-secteur devraient constituer un réseau d'échanges d'informations. Le même participant a estimé que l'ONUDI pourrait en assurer la coordination.

63. Selon un autre participant, il fallait entreprendre des recherches sur les moyens de prolonger la durée de conservation des fruits et légumes récoltés afin qu'ils atteignent les unités de transformation dans de meilleures conditions qu'à l'heure actuelle, surtout lorsque les exploitations agricoles sont éloignées des usines.

64. De nombreux participants ont souligné qu'il fallait renforcer les organismes chargés de promouvoir les nouveaux investissements et les coentreprises, et de mobiliser les ressources financières et autres, ou en créer s'il n'en existe pas encore. Ces organismes devraient entretenir des relations avec les services de promotion des investissements de l'ONUDI sis dans les pays développés.

65. Un participant a proposé la tenue d'une réunion d'experts chargée d'étudier plusieurs questions relatives au développement de la transformation des fruits et légumes, comme suite aux conclusions et recommandations de la Consultation.

66. Le représentant du CCI a décrit l'assistance que le Centre fournissait aux pays en développement en les aidant notamment à créer des organisations pour la promotion des exportations; en exécutant des études et enquêtes sur la promotion des exportations de fruits et de légumes par les pays en développement; en détachant des mercaticiens, en rassemblant et diffusant des informations sur les marchés et les prix, etc. Il a estimé que les nouvelles installations de production des pays en développement devaient être "tirées par le marché", c'est-à-dire les projets d'investissement devaient être fondés sur des prévisions réalistes concernant les débouchés, et non sur d'autres critères. Il a aussi souligné que les pays en développement avaient tout intérêt à créer ou à renforcer des organismes pour le commerce d'exportation chargés d'assurer au niveau national la coordination d'activités analogues à celles du CCI. Le CCI et l'ONUDI pourraient aider à créer ces organismes.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Banladesh

Syed Toufique Ali, Managing Director, M/S Netan Ltd., Bhuiyan Mansion, 2nd floor, 6, Motijheel Commercial Area, Dhaka 1000.

Belgique

José Libert, Secrétaire général, Conseil central de l'économie, Avenue de la Joyeuse Entrée 17-21, B-1040 Bruxelles

Ginette Colson-Parent, Secrétaire de la Commission Relations extérieures du Conseil central de l'économie, Avenue de la Joyeuse Entrée 17-21, B-1040 Bruxelles

Bhoutan

Sonam Phuntsho Wangdi, General Manager, Agro Industries Development Project, Ministry of Trade and Industry, Thimphu

Colombie

Efrain Almanza-Hernandez, Technical Assistant, Permanent Mission of Colombia, Stadiongasse 6-8, A-1010 Vienne (Autriche)

Ethiopie

Daniel Kebede, Agro-Industry Division Head, Horticulture Development Corporation, Ministry of State Farms, P.O. Box 6733, Addis-Abeba

France

Alain J.F. Jacotot, Chef du Bureau des fruits et légumes et de l'horticulture, Ministère de l'agriculture et de la forêt, 3, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris

Christine Brochet, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, 37, quai d'Orsay, 75700 Paris

Claude Caustier, Vice-Président de l'ADEPTA (Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agro-alimentaires), 3, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris

Gérard Wanian, Secrétaire général, ACMATIFEL (Association des constructeurs de matériels de transformation des industries de fruits et légumes), B.P. 198, 46, cours Jean Jaurès, 84008 Avignon Cedex

Franchic Babron, Ingénieur agronome, Société SIASS, 50, boulevard de Courcelles, 75017 Paris

Olga Barnabé, Chambre de commerce, Domaine de St-Clément, 34980 St-Clément la Rivière

Arnaud H. B. Bardon Debats, Chargé de mission, société BONDUELLE,
rue Lezennes, B.P. 173, 59653 Villeneuve d'Ascq Cedex

Henry Güssow, Ingénieur, Société FEMIA/ACMATIFEL, 31, Chaudet - 91 Arpajon

Guinée

Kemoko Keita, Chef, Section des industries agro-alimentaires, Ministère
de l'industrie, commerce et artisanat (MICA), B.P. 468, Conakry

Hongrie

Iván Varsányi, Head of Department, Central Food Research Institute,
Herman Ottó ut 15, H-1025 Budapest

Mihály Botyánszki, Deputy General Director, Canning Factory Békéscsaba,
Békési ut 52-54, H-5601 Békéscsaba

Zoltán Fekete, Director, "AGRIKON" Engineering Office of food Industries,
Szamuely ut 29, H-1093 Budapest

Károly Lotz, Deputy Director, Hungarian Institute of Materials Handling
and Packaging, Rigó ut 3, H-1085 Budapest

József Ivanics, Deputy Section Director, Ministry of Agriculture and
Food, Kossuth tér 11, H-1860 Budapest

Iraq

Nadhim Jamil Antoan, Plant Manager, Baghdad Soft Drink Company,
Baghdad-Saafaraniya

Italie

Massimo Bianchi, Marketing Manager, Food Division, ITALIMPIANTI S.p.A.,
Piazza Piccapietra 9, 16121 Gênes

Jamaïque

Gladstone V. Taylor, Executive Director, Scientific Research Council,
P.O. Box 350, Hope Gardens, Kingston 6

Malaisie

Mansor B. Omar, State Fama Director, Federal Agricultural Marketing
Authority, Fama, Floor 6, Bangumali, Khwasa, Jalan Raja, Kuala Lumpur

Mozambique

Lara da Silva Carrilho, Chief, Food Technology Department of UDRA,
UNIDADE de Direccao do Ramo Alimentar e Tabacos, P.O. Box 605, Maputo

Népal

Ganga Bahadur Pradhan, Expert, Nepal Vegetable Ghee Industry, Salt
Trading Corporation, Kalamati, Kathmandu

Niger

Jérôme Oumarou Trapsida, Chef de division, Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, B.P. 480, Niamey

Ouganda

Joatham Kapasi-Kakama, Chief Industrial (Scientific) Officer, Department of Technology, Ministry of Industry and Technology, Box 7125, Kampala

Pologne

Stanislaw Szewczyk, Expert, Fruit and Vegetable Processing Industry, Foreign Trade Enterprise "POLCOOP", 30, Kopernika St., Varsovie

République démocratique allemande

Manfred Wilde, Consultant, AGRO-CONSULT, Karcherallee 49, Dresde 8020

Frank Thomas, Consultant, AGRO-CONSULT, Karcherallee 49, Dresde 8020

République populaire démocratique de Corée

Li Sa Ho, Assistant Manager in Charge of Technology Development, Ryongsong Meat Processing Factory, Pyongyang

Yang Chun Nam, Assistant Manager in Charge of Technology Development, Fruit and Vegetable Processing Factory, Pyongyang

Kim Hak Chon, Chief, Studying Room for Fruit and Vegetable Processing, Light Industry Academy, Pyongyang

République-Unie de Tanzanie

Gabriel Tito Ndunguru, Senior Food Scientist, Tanzania Food and Nutrition Centre, P.O. Box 977, Dar-es-Salaam

Sierra Leone

Blanchard A. Pratt, Production Manager, Freetown Cold Storage Co. Ltd., P.O. Box 99, Freetown

Union des Républiques socialistes soviétiques

Guram D. Mgeladze, Deputy Prime Minister of the Georgian Soviet Socialist Republic, Council of Ministers, Lenin Street 59, 380023 Tbilissi (République socialiste soviétique de Géorgie)

Revaz Chodrishvili, Chairman of Scientific-technical and Economic Co-operative EPECTY-88, Mshvidobis Av. 22, 12th floor, Tbilissi (République socialiste soviétique de Géorgie)

Kita N. Shavishvili, General director, AGROIMPEX, Lenin Street 59, 380023 Tbilissi (République socialiste soviétique de Géorgie)

Amiran V. Tserodze, Director, Union Fruit and Vegetable Storage Institute, 3, Avid Aghmashenebeli Alley, 380031 Tbilissi (République socialiste soviétique de Géorgie)

Valentin Stanislavovich Basukevich, Director, Solskogo Vegetable Drying Plant, BSSR Agroprom State Committee, Kikova Street 15, Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Zinaida Nikolaevna Grishenko, Deputy chief, Department of the BSSR Agroprom State Committee, Kikova Street 15, Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Tamara Petrovna Karpukina, Chief, Unit of the BSSR Agroprom State Committee, Kikova Street 15, Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Olga Stepanovna Priluczkaia, Director, Gorynskogo Tinned Food Factory, BSSR Agroprom State Committee, Kikova Street 15, Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Vasiliv Ivanovich Lyganovsky, Deputy Chief, Cultural Administrative Board, BSSR Agroprom State Committee, Kikova Street 15, Minsk (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Victoria Myasina, Head of Sub-Department, Agroprom State Committee, Grichenko Str.1, Kiev (République socialiste soviétique d'Ukraine)

Victor Medveb, Chief of Energy Dept., Agroprom State Committee, Kreshchik Str.24, Kiev (République socialiste soviétique d'Ukraine)

Alexandre Kutz, Chercheur, Chef de groupe, Institut de l'Afrique de l'Académie des sciences de l'URSS, rue Alexei Tolstoï 30/1, Moscou

Igor Smirnov, Chercheur en chef, Institut de l'Afrique de l'Académie des sciences de l'URSS, rue Alexei Tolstoï 30/1, Moscou

Vyacheslav Alekseevich Lomachinsky, General Director, USSR Scientific and Production Association of Canning Industry, Shkolnaja Street 78, 142700 Vidnoe, région de Moscou

Edouard Semenovitch Gorenkov, Deputy Director, USSR Scientific and Production Association of Canning Industry, Shkolnaja Str.78, 142700 Vidnoe, région de Moscou

Lina A. Bantysh, Director General, Scientific and Industrial Agglomeration "NECTAR", 63, Pirogaova Str., 277014 Kichinev (République socialiste soviétique de Moldavie)

Yémen démocratique

Ali Ahmed Hussein Garhoom, Food Industries supervisor, Ministry of Industry, Trade and supply, P.O. Box 300, Aden

Organismes des Nations Unies

Organisation des Nations Unies

Gely Dneprovsky, Directeur, Centre d'information des Nations Unies, Lunachazsky Str. Y/16, Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Centre (CNUCED/GATT) du commerce international

Rudy Kortbech-Olesen, Conseiller principal pour le développement des marchés, Section du développement des marchés pour les produits de base et les produits agro-alimentaires, Division du développement des produits et des marchés, Palais des Nations, 1211 Genève 10 (Suisse)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

G. Paltrinieri, Spécialiste des industries alimentaires, Service des industries alimentaires et agricoles, Division des services agricoles, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie)

Organisations intergouvernementales

Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)

E. Nagy, Adviser, engineering Department, prospekt Kalinina 56, 121205 Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques).

Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

Documents thématiques

Document thématique
sur la question 1 : Conditions fondamentales de la
viabilité à long terme de
l'industrie des fruits et
légumes ID/WG.488/2

Document thématique
sur la question 2 : Coopération internationale ID/WG.488/3

Documents de base

Transformation des fruits et légumes en Chine ID/WG.488/1

Le développement des marchés d'exportation des fruits
et légumes transformés ID/WG.488/4

Documents d'information

Rapport de la Réunion d'experts pour la région d'Asie
et du Pacifique, préparatoire à la Consultation sur
l'industrie alimentaire et, plus particulièrement, sur
la transformation des fruits et légumes IPCT.80(SPEC.)

Background Paper for Expert Group Meeting for the Asian
and Pacific Region, in Preparation for the Consultation
on the Food-Processing Industry with Emphasis on Fruit
and Vegetable Processing IPCT.77(SPEC.)

Rapport de la Réunion d'experts pour l'Afrique,
préparatoire à la Consultation sur l'industrie
alimentaire et, plus particulièrement, sur la
transformation des fruits et légumes ID/WG.483/3(SPEC.)
et Corr.1

Le secteur de la transformation des fruits et légumes -
Considérations préalables à l'investissement ID/WG.483/2(SPEC.)

Etat des industries de traitement après récolte des
fruits et légumes en Afrique. Cas de l'Algérie, de
la Côte d'Ivoire, de l'Egypte et du Nigéria ID/WG.483/1(SPEC.)

Rapport de la Réunion préparatoire mondiale pour
la Consultation sur l'industrie alimentaire et,
plus particulièrement, sur la transformation des
fruits et légumes ID/WG.484/3

Des industries de la transformation des fruits et
légumes pour les régions d'Amérique latine et des
Caraïbes ID/WG.484/1(SPEC.)
et Corr.1

Matériaux et techniques d'emballage et problèmes de
commercialisation qui se posent dans les industries
de transformation des fruits et légumes ID/WG.484/2(SPEC.)

UNIDO UNIDO ONUDI

SYSTEM OF CONSULTATIONS

SYSTEME DE CONSULTATIONS

SISTEMA DE CONSULTAS

Documentation Service

Service de documentation

Servicio de Documentación

Please, return to:

Prière de retourner à :

Sírvase devolver a :

UNIDO
System of Consultations
P.O. Box 300
A-1400 Vienna, Austria

ONUDI
Système de Consultations
B.P. 300
A-1400 Vienne, Autriche

ONUDI
Sistema de Consultas
P.O. Box 300
A-1400 Viena, Austria

PLEASE PRINT VEUILLEZ ECRIRE EN LETTRES D'IMPRIMERIE SIRVASE ESCRIBIR EN LETRAS DE IMPRENTA

(1) Last name - Nom de famille - Apellido

(2) First name (and middle) - Prénom(s) - Nombre(s)

(3) Mr./Ms - M./Mme - Sr./Sra.

(4) Official position - Fonction officielle - Cargo oficial

(5) Name of organization in full - Nom de l'organisation en toutes lettres - Nombre completo de la organización

(6) Official address - Adresse officielle - Dirección oficial

(7) City and country - Ville et pays - Ciudad y país

(8) Telephone - Téléphone - Teléfono

(9) Telex

(10) If you wish to receive our documents, please indicate sectors of interest
Si vous souhaitez recevoir nos documents, veuillez indiquer les secteurs d'intérêt
En caso de que desee recibir nuestros documentos, sírvase indicar los sectores de interés para Ud.

COUNTRY / ORGANIZATION

